



**mission
inclusion**

**Revue de presse
1^{er} au 15 août 2021**



Table des matières

Mission inclusion	4
Un appel de la société civile haïtienne	5
Le Devoir – 2021-08-06	5
Champs d'action au Québec	8
Un projet d'inclusion sociale qui profite aux agriculteurs	9
La Terre de chez nous – 2021-08-04 – p. A1, A6	9
Potager au sous-sol de logements abordables	11
Québec Hebdo – 2021-08-05	11
La forêt nourricière 100% citoyenne voit le jour	12
Beauport Express – 2021-08-05	12
La «guérilla jardinière» dans le quartier Milton-Parc	14
Journal Métro – 2021-08-06	14
« Sauver » les légumes non récoltés	15
La Presse + – 2021-08-09 – p. ACTUALITÉS_12	15
Mission Bon Accueil offre 1200 sacs de fournitures scolaires à des enfants vulnérables	18
Journal Métro – 2021-08-10	18
Les impacts négatifs de la pandémie sur les organismes communautaires existent	20
L'info du Nord – 2021-08-11 – p. 6	20
Montréal apporte des modifications à son règlement d'inclusion	22
Le Devoir – 2021-08-12	22
MSN – 2021-08-12	22
1300 logements abordables de plus d'ici la fin 2022 au Québec	25
Radio-Canada – 2021-08-13	25
Champs d'action à l'international	27
Insécurité alimentaire : 17 pays africains en alerte	28
ADIAC – 2021-08-03	28
Transformer nos systèmes alimentaires, une priorité mondiale à l'aube de 2030	29
Rezo Nodwes – 2021-08-05	29
L'ONU s'inquiète de l'insécurité alimentaire dans le nord-est du Nigeria	31
Xinhua – 2021-08-06	31
DÉCLARATION D'HENRIETTA FORE, DIRECTRICE D'UNICEF, SUR LE MASSACRE DE CENTAINES DE PERSONNES ET D'ENFANTS, À AFAR, AU NORD DE L'ETHIOPIE	32
Unicef – 2021-08-09	32
Séisme à Haïti : Douleur et chaos	33
La Presse – 2021-08-14	33
Actualité à surveiller	36

Rien à signaler



37



Mission inclusion



Un appel de la société civile haïtienne

Le Devoir – 2021-08-06

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/623121/idees-un-appel-de-la-societe-civile-haitienne>

Lettre adressée au premier ministre Justin Trudeau

Les signataires de cette lettre, qui représentent plusieurs grands réseaux québécois, sollicitent une rencontre avec vous afin de partager l'appel de la société civile haïtienne avec laquelle nous avons établi de nombreux partenariats.

Nous désirons faire écho à la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise, qui s'active à élaborer un accord devant faciliter l'avènement d'une gouvernance provisoire réussie, un tournant dans la reconquête de la souveraineté nationale. Elle vise la recherche d'une solution à la crise en facilitant l'implication d'un maximum d'acteurs de la société civile haïtienne. La crise sociopolitique haïtienne profonde conjuguée à l'assassinat du président Jovenel Moïse offre l'occasion aux Haïtiennes et aux Haïtiens de refonder l'avenir de leur pays par le consensus et l'entente, jugent des membres influents de l'ensemble de la société civile participant à cette commission qui appelle à l'engagement commun pour éviter que ce soient des acteurs internationaux, notamment le Core Group, qui imposent leur ordre du jour.

Il est important de souligner aussi que, depuis deux ans, de nombreux groupes ont créé des espaces de discussion et de concertation pour élaborer des propositions, réfléchir aux grands défis et déterminer les ruptures nécessaires pour une refondation nationale. Ce travail, fait dans le cadre de plateformes inclusives composées de tendances politiques très différentes, a permis d'établir une série de propositions consensuelles :

Un premier consensus qui se dégage de ces discussions est qu'une période de transition politique est essentielle afin de rétablir la légalité constitutionnelle. Notamment, une refonte du système électoral est urgente ; actuellement, ce système est colonial sur le plan technologique, est contrôlé par des pouvoirs oligarchiques et des gangs armés violents antisociaux, et n'a aucune légitimité.

Le conseil électoral établi par Jovenel Moïse ne pourrait qu'organiser des élections illégitimes, en faveur du PHTK. Il faut créer un système électoral adapté, géré par des acteurs haïtiens, et non contrôlé par les forces liées au trafic de la drogue.

Un deuxième consensus est qu'il faut satisfaire les revendications de justice de la population haïtienne. Notamment dans des dossiers comme Petrocaribe ou celui des fonds destinés à combattre la COVID-19 et dont personne ne connaît l'usage qui en est fait. Il faut trouver les responsables, mettre en place des mécanismes adéquats de gestion des finances publiques, rendre également justice pour les massacres qui ont été commis dans les quartiers populaires.

Un troisième consensus est la nécessité d'organiser une conférence nationale, un espace qui devrait permettre de définir un projet à long terme pour la nation et aussi de sortir du néolibéralisme et du dogmatisme économique en place depuis 1983. Les politiques néolibérales ont affaibli l'État, transféré ses compétences au secteur privé et réduit les capacités du pays en matière agricole en attaquant l'économie paysanne. Il faut une conférence pour redéfinir le projet de nation dans le cadre d'une concertation très large.



Nous vous enjoignons, Monsieur le Premier Ministre, de porter une grande attention à l'appel lancé par cette large coalition qui a convoqué une conférence interhaïtienne en vue de définir cette transition et de faire valoir le droit, pour le peuple haïtien, à une période de transition qui ne pourra pas être brève et qui devra être liée à un cycle de refondation. Dans le contexte actuel de violence généralisée et de vide constitutionnel, une élection hâtive n'aurait aucun ancrage populaire et ne pourrait que servir une démocratie de façade au service des pouvoirs en place, bien loin de la transformation sociale de rupture souhaitée par une grande partie de la population.

Nous sollicitons donc une rencontre de manière urgente pour échanger avec vous sur le rôle que devrait jouer le Canada. Quelques représentantes et représentants de la société civile haïtienne pourraient participer cette rencontre.

* Ce texte est signé par une vingtaine d'organisations, dont de grands syndicats et des organismes de développement international :

Aide internationale à l'enfance (L'AMIE), André Jalbert, Président directeur-général

Alternatives, Safa Chebbi et Anne Latendresse, Co-Présidentes

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Michèle Asselin, Directrice générale

Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, Étienne Doyon, Directeur général

Coalition haïtienne au Canada contre la dictature en Haïti (CHCDH), Alain Saint-Victor et Célia Romulus, Porte-paroles

Centrale des syndicats du Québec (CSQ) , Éric Gingras, Président

Centre International de Documentation et d'Information Haïtienne, Caribéenne et Afro-Canadienne, (CIDIHCA), Frantz Voltaire, Président

Centre internationale de solidarité ouvrière (CISO), Amélie Nguyen, Coordinatrice

Concertation pour Haïti, Jean-Claude Icart, Membre du comité de coordination

Confédération des syndicats nationaux (CSN), Caroline Senneville, Présidente

Comité de solidarité/Trois-Rivières, Valérie Delage, Directrice générale

Clowns Sans Frontières, Katel Le Fustec, Directrice artistique et générale

Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, Dominique Daigneault, Présidente

Conseil régional FTQ Montréal métropolitain, Marc-Édouard Joubert, Président

Développement international Desjardins (DID), Gerardo Almaguer, Président-directeur général

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Daniel Boyer, Président



Groupe d'économie solidaire du Québec, René Lachapelle, Président

Ligue des droits et libertés, Alexandra Pierre, Présidente

La Maison d'Haïti, Marjorie Villefranche, Directrice générale

Mission inclusion, Richard Veenstra, Directeur général

Partenariat pour le développement des communautés (PARDEC), Baudouin Kutuka Makasi, Directeur général

SUCO, Jean-Alexandre Fortin, Directeur général par intérim

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Un projet d'inclusion sociale qui profite aux agriculteurs

La Terre de chez nous – 2021-08-04 – p. A1, A6

Par : Marilyn Guay Racicot



L'agriculture au micro

Pages 4 et 5

De nouveaux balados (ou podcasts) à saveur agricole ont fait leur apparition au cours des derniers mois. Des producteurs sont parfois même à la barre de ces rendez-vous.

PHYTOPROTECTION Tollé contre les normes de pesticides Page 8
ENVIRONNEMENT Allègement en milieux humides Page 11
RÉGIONS La bosse des affaires à 16 ans Page 13
FORÊT Des camionneurs exaspérés Pages 14 et 15



Rétention vétérinaire ardue

Page 7



Une brigade agricole en renfort

Page 6

estrie richelieu Encouragez nos producteurs locaux. Faites le plein de vitamines du Québec. www.ouestrichelieu.com

406 | **la terre.ca** | 4 AOÛT 2021 | **RÉGIONS**

Un projet d'inclusion sociale qui profite aux agriculteurs

MARILYNN GUAY RACICOT

Collaboratrice spécialiste

Les producteurs agricoles de Brome-Missisquoi, en Montérégie, font des jaloux cet été. Ces derniers peuvent compter sur la Brigade de l'entraide agricole en renfort dans leurs champs. La Brigade de l'entraide agricole est le plus récent projet de Pleins Rayons. Cet organisme de Cowansville, en Estrie, aide les jeunes adultes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme (TSA) à intégrer le marché du travail.

Chaque semaine, Pleins Rayons accueille une cinquantaine de jeunes qui participent à diverses activités socioprofessionnelles. Après l'horticulture, la couture, la mécanique de vélo et la menuiserie, la création d'une nouvelle Brigade de l'entraide agricole permet maintenant à cette clientèle de découvrir le travail agricole en vue de décrocher un emploi dans ce secteur.

Pallier le manque de main-d'œuvre Le manque criant de main-d'œuvre en agriculture exacerbé par la COVID-19 a servi d'étincelle à Pleins Rayons. Les jeunes venaient déjà en aide à des vignerons et à des personnes âgées, pour qui ils effectuaient des travaux extérieurs. « Notre mission est de permettre aux personnes ayant une déficience intellectuelle ou un TSA de jouer un rôle de citoyen modèle, en contribuant à un enjeu de la société auquel personne ne peut répondre », précise Myriam de Coussergues, directrice de l'administration chez Pleins Rayons.



Accompagnés de trois éducateurs spécialisés, les membres de la Brigade de l'entraide agricole participent à une cueilte de désherbage au Champ de la vigneuse à Coussergues.

Une campagne de sociofinancement et des dons ont ainsi permis à l'organisme d'acheter une fourgonnette qui, depuis le début de l'été, transporte une dizaine d'apprentis vers des vignobles, ornières, vergers et autres productions agricoles du secteur de Brome-Missisquoi. Désherbage, récolte et préparation d'un champ pour la culture font partie des tâches confiées à la Brigade, qui offre ses services en échange de contributions volontaires. « Les productions sont variées. Pour eux, qui sont déjà plein les bras, c'est une formule clé en main », constate la fille du vigneron Charles-Henri de Coussergues.

Un coup de main gagnant-gagnant « Les plants de framboisiers ont besoin d'être taillés et désherbés. On ne choisisse pas ce matin », lance Marie-Viviane Lafond aux membres de la brigade qui viennent de débarquer chez elle pour l'après-midi. Après un cours 101 sur l'élagage des plants, la propriétaire du Champ de la vigneuse, à Cowansville, laisse les six apprentis aux bons soins de leurs éducateurs, qui supervisent le travail tout en mettant eux aussi la main à la terre.

« Ça me prend 10 minutes pour les accueillir, leur montrer la tâche, répondre aux questions et après je peux faire autre chose. C'est payant pour moi », affirme la jardinière qui, pendant que la Brigade bichonne ses framboisiers, en profite pour installer des pièges à scarabées japonais. Cadeau tombé du ciel pour les agriculteurs qui peinent à trouver de la main-d'œuvre, ces sorties profitent aussi aux jeunes qui gagnent en confiance et en autonomie, en plus de découvrir de nouveaux intérêts. « Sur le terrain, les éducateurs travaillent des aptitudes comme la connaissance des règles de sécurité pour utiliser des outils, la communication ou les interactions sociales », détaille Mme de Coussergues, éducatrice spécialisée de formation.

Pour l'instant, une vingtaine de producteurs bénéficient des services de la Brigade. « On aimerait pouvoir offrir le service à d'autres régions et de notre modèle social d'adoption. Il y a des demandes partout au Québec », ajoute-t-elle. Marie-Viviane Lafond, quant à elle, est enchantée par le coup de pouce de la Brigade, qu'elle accueillait pour la deuxième fois. « Les jeunes travaillent bien et sont super efficaces. J'ai été vraiment impressionnée la première fois qu'ils sont venus. Leur tâche était de désherber mes 10 000 stères d'ail. »

Les apprentis sont attentifs, sous la supervision de la jardinière Marie-Viviane Lafond, qui leur enseigne comment entretenir les framboisiers.

Cadeau tombé du ciel pour les agriculteurs qui peinent à trouver de la main-d'œuvre, ces sorties profitent aussi aux jeunes qui gagnent en confiance et en autonomie, en plus de découvrir de nouveaux intérêts.

Myriam de Coussergues supervise les membres de la Brigade, en plus de travailler avec eux des aptitudes socioprofessionnelles, entre deux plants de framboisiers.

La Terre en Estrie Directeur: Charles Couture • Rédacteur en chef: Aline Desrosiers • Directrice de production: Brigitte Boisvert • Vente: Sylvain Lavoie, Marc Manseau • Chef de bureau: Isabelle Gauthier • Chargée de communication: Vincent Gauthier • Graphiste: Myriam Lavoie • Impression: Imprimerie Québec Média (IPM) • Distribution en Montérégie: Nouveau Dynamisme • Abonnement: Polina Caron • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Estrie: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Gaspésie: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Saguenay: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Côte-Nord: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Nord-du-Québec: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Gaspésie: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Saguenay: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Côte-Nord: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000 • Distribution en Nord-du-Québec: Imprimerie Québec Média • Abonnements: 1500, 2500, 5000

Les producteurs agricoles de Brome-Missisquoi, en Montérégie, font des jaloux cet été. Ces derniers peuvent compter sur la Brigade de l'entraide agricole en renfort dans leurs champs.

La Brigade de l'entraide agricole est le plus récent projet de Pleins Rayons. Cet organisme de Cowansville, en Estrie, aide les jeunes adultes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme (TSA) à intégrer le marché du travail.

Chaque semaine, Pleins Rayons accueille une cinquantaine de jeunes qui participent à diverses activités socioprofessionnelles. Après l'horticulture, la couture, la mécanique de vélo et la menuiserie, la création d'une nouvelle Brigade de l'entraide agricole permet maintenant à cette clientèle de découvrir le travail agricole en vue de décrocher un emploi dans ce secteur.

Pallier le manque de main-d'oeuvre Le manque criant de main-d'œuvre en agriculture exacerbé par la COVID-19 a servi d'étincelle à Pleins Rayons. Les jeunes venaient déjà en aide à des vignerons et à des personnes âgées, pour qui ils effectuaient des travaux extérieurs. « Notre mission est de permettre aux personnes ayant une déficience intellectuelle ou un TSA de jouer un rôle de citoyen modèle, en contribuant à un enjeu de la société auquel personne ne peut répondre », précise Myriam de Coussergues, directrice de l'administration chez Pleins Rayons.

Une campagne de sociofinancement et des dons ont ainsi permis à l'organisme d'acheter une fourgonnette qui, depuis le début de l'été, transporte une dizaine d'apprentis vers des vignobles,



établières, vergers et autres productions agricoles du secteur de Brome-Missisquoi. Désherbage, récolte et préparation d'un champ pour la culture font partie des tâches confiées à la Brigade, qui offre ses services en échange de contributions volontaires. «Les producteurs sont ravis. Pour eux, qui en ont déjà plein les bras, c'est une formule clé en main», constate la fille du vigneron Charles-Henri de Coussergues.

Un coup de main gagnant-gagnant «Les plants de framboisiers ont besoin d'être taillés et désherbés. On ne chômera pas ce matin», lance Marie-Ève Lafond aux membres de la Brigade qui viennent de débarquer chez elle pour l'avant-midi. Après un cours 101 sur l'élagage des plants, la propriétaire du Champ de la voisine, à Cowansville, laisse les six apprentis aux bons soins de leurs éducateurs, qui supervisent le travail tout en mettant eux aussi la main à la terre.

«Ça me prend 10 minutes pour les accueillir, leur montrer la tâche, répondre aux questions et après je peux faire autre chose. C'est payant pour moi», affirme la maraîchère qui, pendant que la Brigade bichonne ses framboisiers, en profite pour installer des pièges à scarabées japonais.

Cadeau tombé du ciel pour les agriculteurs qui peinent à trouver de la main-d'oeuvre, ces sorties profitent aussi aux jeunes qui gagnent en confiance et en autonomie, en plus de découvrir de nouveaux intérêts. «Sur le terrain, les éducateurs travaillent des aptitudes comme la connaissance des règles de sécurité pour utiliser des outils, la communication ou les interactions sociales», détaille Mme de Coussergues, éducatrice spécialisée de formation.

Pour l'instant, une vingtaine de producteurs bénéficient des services de la Brigade. «On aimerait pouvoir offrir le service à d'autres régions et que notre modèle soit dupliqué. Il y a des demandes partout au Québec», ajoute-t-elle.

Marie-Ève Lafond, quant à elle, est enchantée par le coup de pouce de la Brigade, qu'elle accueillait pour la deuxième fois. «Les jeunes travaillent bien et sont super efficaces. J'ai été vraiment impressionnée la première fois qu'ils sont venus. Leur tâche était de désherber mes 30 000 têtes d'ail. Ils ont tout fait en un avant-midi», se réjouit la productrice, qui envisage la possibilité d'embaucher un de ces jeunes. "

[Retour à la table des matières](#)



Potager au sous-sol de logements abordables

Québec Hebdo – 2021-08-05

Par : Mona Lechasseur

<https://www.quebechebdo.com/local/journal-le-quebec-express/actualites-journal-le-quebec-express-local/263701/potager-au-sous-sol-de-logements-abordables/>

HABITATION. Le quartier Saint-Sauveur verra trois nouveaux immeubles de logements abordables dans les prochaines années, dont un qui se distingue par son originalité et sa fonctionnalité.

Un montant de 300 000\$ sera remis à Dorimène Coopérative d'habitation pour la construction d'un ensemble immobilier de 16 logements pour les familles à faibles revenus. Le projet novateur incorporera la géothermie et la création d'une ferme d'aquaponie à même le sous-sol, qui servira à la production de légumes frais. La contribution de la Ville de Québec correspond à 6% du coût total de réalisation estimé à 4,9 M\$. «Le modèle financier, l'efficacité énergétique et la mixité sociale du projet de Dorimène Coopérative d'habitation répondent à l'objectif global de la vision de l'habitation qui consiste à créer des milieux de vie durables en stimulant la créativité en habitation, a déclaré Régis Labeaume, maire de Québec. Le concept vise les plus hautes normes en matière de construction durable et possède plusieurs caractéristiques innovantes qui justifient une aide financière de la Ville pour compléter le montage financier.»

Initiative fédérale pour la création rapide de logements

Afin de rendre rapidement disponibles des logements abordables, deux ententes totalisant 7 146 385\$ ont également été conclues avec l'Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ) et Immeuble Populaire de Québec pour la construction de 24 nouvelles unités abordables.

Le projet résidentiel de l'OMHQ est évalué à 3 915 000\$ et sera situé à l'intersection de la rue Montmagny et du boulevard Charest Ouest. Il comprendra 15 appartements destinés à une clientèle adulte ayant des problématiques de santé mentale qui bénéficiera sur place de services en intervention sociale. Immeuble Populaire de Québec recevra une subvention de 3 231 385\$ pour la rénovation du presbytère de l'ancienne église Saint-Joseph, à l'angle des rues Châteauguay et Montmagny, où neuf logements pour les jeunes adultes de 18 à 35 ans ayant des difficultés comportementales et sociales seront créés.

[Retour à la table des matières](#)



La forêt nourricière 100% citoyenne voit le jour

Beauport Express – 2021-08-05

<https://www.quebechebdo.com/local/journal-beauport-express/263643/la-foret-nourriciere-100-citoyenne-voit-le-jour/>

AGRICULTURE URBAINE. Après quatre années d'attente, l'organisme communautaire Croque ton quartier a eu l'autorisation de la Ville de Québec de débiter la première étape de son projet de forêt nourricière à Beauport.

«L'autorisation est tombée le jour de la terre le 22 avril ou nous avons eu l'autorisation de planter sur le terrain», explique Marie-Claude Fontaine, la présidente de l'organisme. Pionnière, l'association a réussi le pari de créer une forêt nourricière 100% citoyenne sur l'un des terrains détenus par la Ville de Québec. Cette initiative a nécessité du temps et des démarches avant de voir le jour. «Nous sommes un collectif citoyen et c'est un terrain de la Ville. Nous sommes la première forêt nourricière entièrement citoyenne et nous en faisons la réalisation de A à Z, c'est nouveau», détaille la présidente.

Permaculture et sécurité alimentaire

La forêt nourricière a été élaborée en collaboration avec l'organisme Conception Perma-Nourricière, en respectant les codes des milieux de vie autosuffisants. «Nous visons le moins d'entretien possible, c'est ce qui se passe en permaculture, chaque arbre a une place particulière pour protéger et collaborer avec les espèces, explique-t-elle. Après 8 ans, il n'y a pratiquement plus besoin d'intervention humaine, on vise cet objectif comme une forêt.»

120 bacs potagers sont installés dans le secteur de Beauport

Pour le moment, ce sont des pommes de terre qui ont été plantées. Dès cet automne, les membres du collectif projettent d'intégrer une trentaine d'arbustes puis «d'intensifier la plantation.» Aussi, la présidente rappelle que la récolte est indépendante de la plantation. En ce sens, la cueillette des végétaux est permise pour l'ensemble des citoyens. L'association souhaite sur le long terme créer des partenariats avec d'autres organismes qui œuvrent pour la sécurité alimentaire «pour avoir des techniques de jardinage écologiques mais aussi par solidarité avec les citoyens qui ont besoin d'avoir ce type d'aliments frais plus facilement», souligne-t-elle.

Les prémisses de la forêt nécessitent une implication citoyenne avec des plans d'entretien et de récolte pour assurer sa pérennité. «On doit aussi rassurer la ville sur le fait que ce projet peut durer à long terme et faire en sorte qu'il soit rassembleur pour arriver à cette mobilisation.» Depuis, la Ville de Québec travaille en étroite collaboration avec l'organisme pour créer un canevas qui sera disponible pour les autres organismes aux projets similaires.

Actualités effervescentes

Depuis sa création en 2017, les missions de l'OBNL se sont bien étendues. Parmi ses réalisations, le projet Croque mon potager, une initiative qui a permis d'installer 120 bacs à légumes dans le secteur de Beauport en collaboration avec Re-Fa-vie, la CDC de Beauport, le CJE Montmorency et Entraide Agapè. La place éphémère pour sa 4e édition et l'activité Croque ton vélo. D'ailleurs l'association a été choisie par la fondation Béati pour l'ouverture et la rémunération à temps partiel d'un poste de coordination durant trois ans. «Ça nous permet de



faire des liens avec la Ville, les organismes, les projets de fond, c'est une belle nouvelle. On essaie de devenir une plateforme citoyenne où les idées qui correspondent à nos missions de solidarité et de résilience puissent se concrétiser», conclut Mme Fontaine.

[Retour à la table des matières](#)



La «guérilla jardinière» dans le quartier Milton-Parc

Journal Métro – 2021-08-06

Par : Dominic Gildener

<https://journalmetro.com/local/le-plateau-mont-royal/2677345/la-guerilla-jardiniere-dans-le-quartier-milton-parc/>

Des membres du Comité des citoyens de Milton-Parc (CCMP) ont récemment planté des végétaux dans une dizaine de bacs sur l'avenue du Parc, entre les rues Prince-Arthur et Léo Pariseau. C'est l'approche de la «guérilla jardinière» qui est préconisée.

Une quinzaine de bénévoles sont impliqués dans ce projet. Ils s'occuperont d'entretenir les plantes durant tout l'été. C'est la Ville qui a fourni les bacs au CCMP.

L'esprit de la «guérilla jardinière» est de favoriser des actions écologistes directes pour donner à tout le monde l'accès aux plantes et aux récoltes en milieu urbain.

«On veut piquer la curiosité des passants. On pense que l'initiative peut inspirer les gens à planter leurs propres végétaux et légumes à la maison», explique la coordinatrice en agriculture urbaine du CCMP, Talya Diner.

L'année prochaine, l'organisme a l'intention de planter dans un nombre plus important de bacs, mais aussi de le faire plus tôt dans la saison. En faisant cela, les membres pourront faire pousser une plus grande variété de végétaux, mais aussi de fleurs et de légumes, précise Mme Diner.

Projet de toit vert

Le CCMP gère aussi un projet de toit vert en collaboration avec le Comité vert de Milton. Celui-ci se déploie sur le toit du bâtiment situé au 3516 avenue du Parc, un immeuble qui sera bientôt loué par le CCMP et deviendra son siège social, en plus d'abriter d'autres organismes à but non lucratif (OBNL). Le jardin, comprenant plusieurs plantes, légumes et végétaux, sera transformé en jardin collectif. Ainsi, la communauté y aura accès.

Ce jardin collectif sera géré collectivement par des bénévoles et supervisé par un coordinateur rémunéré.

«Les récoltes seront transformées en repas qui seront distribués aux personnes marginalisées, y compris la communauté des sans-abri (Open Door), par l'intermédiaire de deux banques alimentaires que nous gérons actuellement conjointement avec l'Église luthérienne et Partage et Solidarité», explique la conseillère en sécurité alimentaire et la responsable des activités éducatives du CCMP, Geneviève Dubé.

Des ateliers de jardinage seront offerts afin d'outiller les citoyens et leur permettre de s'initier ou de développer leurs connaissances jardinières.

Dix bacs ont été fournis par la Ville.

[Retour à la table des matières](#)



« Sauver » les légumes non récoltés

La Presse + – 2021-08-09 – p. ACTUALITÉS_12

Par : Jean-Thomas Léveillé

https://plus.lapresse.ca/screens/f7295c84-cdfa-40c3-a7f1-d63111302075_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share



Saint-Valère - Trop petits, trop gros, trop déformés, trop hâtifs, trop tardifs : des tonnes de légumes ne sortent jamais des champs. Au lieu de les laisser pourrir sur place, des organisations se mobilisent pour les « sauver » et les offrir à ceux et celles qui en ont besoin.

Une dizaine de bénévoles s'affairent à trier les têtes d'ail et à les préparer au séchage, en cette matinée ensoleillée de la fin de juillet.

« J'ai planté trop d'ail, l'automne passé, et là, ça prend beaucoup, beaucoup de temps à sortir », s'exclame Jonathan Daigle, copropriétaire avec sa conjointe Ève Lambert de la Ferme des possibles, à Saint-Valère, près de Victoriaville.

À cette course contre la montre s'ajoutent les impératifs commerciaux, qui valent aux courgettes tordues, carottes siamoises et autres légumes déformés ou de tailles inégales d'être laissés derrière.



« Quand on dit qu'il y a un légume sur deux qui finit à la poubelle, il y en a une grande partie dans la poubelle du producteur », lance le producteur maraîcher biologique de 42 ans, qui se désole de cette « réalité du marché ».

« Les producteurs récoltent ce qui est commercialisable, mais le deuxième grade, ils le laissent là, résume Angèle Martin-Rivard. Ça fait du compost, mais il y a du monde qui a faim. »

La nutritionniste de formation supervise le projet Artha-Récolte, qui a pour mission de « sauver les surplus de légumes dans les champs » de la municipalité régionale de comté (MRC) d'Arthabaska.

« Le but, c'est de réduire le gaspillage le plus possible, tout en aidant les producteurs et les organismes d'aide alimentaire. »

— Angèle Martin-Rivard, chargée de projet d'Artha-Récolte

Partage des récoltes

En échange de leur coup de pouce, les bénévoles repartent avec l'équivalent du tiers de leur récolte, le producteur en garde un tiers et le dernier tiers est remis à des organismes d'aide ou d'autonomie alimentaire de la région.

Richard Bolduc, un enseignant à la retraite qui fait du bénévolat aux Cuisines collectives des Bois-Francis, chargeait justement sa voiture de bacs remplis de concombres, de fenouil, de courgettes, de choux-raves et de choux, lors du passage de La Presse.

« Ça change beaucoup de choses : le prix, la fraîcheur », dira-t-il plus tard, attablé dans les locaux de l'organisme de Victoriaville, en train d'émincer du chou pour faire des rouleaux impériaux.

« Ça permet de cuisiner plus avec le même budget, de faire des réserves », explique Patricia Joyal, animatrice aux cuisines collectives, qui se réjouit aussi que les membres aient ainsi accès à des légumes biologiques de qualité.

« On sait que c'est ramassé le matin dans le champ, ça ne peut pas être plus frais que ça. »

— Patricia Joyal, animatrice aux Cuisines collectives des Bois-Francis

De nombreux organismes recueillent déjà des fruits et légumes invendus ou « déclassés », mais avec ses bénévoles, Artha-Récolte accède à ceux que les producteurs n'ont même pas cueillis, ou qui ont été « oubliés » par les cueilleurs amateurs dans les productions qui offrent l'autocueillette.

« Je recrute plein de bénévoles, on vient et on les cueille, explique Angèle Martin-Rivard. Nous, on va vider le champ. »

« Ça nous aide beaucoup et ça nous permet de donner », dit Jonathan Daigle, estimant remettre ainsi de 500 à 600 kg de légumes par semaine.



« Avant, on donnait beaucoup aux banques alimentaires, mais on s'organisait nous-mêmes », explique sa conjointe Ève Lambert, qui n'aime pas voir ses légumes pourrir au champ.

« On les part en serre, on les plante, on les désherbe, dit-elle. C'est du temps investi qui part en fumée. »

14 tonnes de légumes

À sa première année d'activité, l'an dernier, Artha-Récolte a « sauvé » 13 630 kg de fruits et légumes chez 13 producteurs maraîchers de la région, soit près de 14 tonnes.

Angèle Martin-Rivard établit la valeur de ces récoltes à quelque 80 000 \$, une somme supérieure aux coûts du projet, dit-elle.

Il reste que le financement demeure le principal obstacle à une telle initiative, puisqu'elle doit se faire à coût nul pour que les producteurs souhaitent y participer, estime-t-elle.

« Ça prend du financement gouvernemental », dit la chargée de projet.

Il faut aussi convaincre les producteurs de laisser entrer dans leurs champs beaucoup de gens qui pourraient y introduire accidentellement des virus, une inquiétude particulièrement grande chez les producteurs biologiques.

« S'il y avait ça partout, on sauverait beaucoup de légumes », lance la jeune femme, qui souhaite aider d'autres projets du genre à voir le jour.

Elle aimerait aussi ajouter un volet transformation à Artha-Récolte, qui pourrait ainsi fonctionner toute l'année, avec les fruits et légumes qui se conservent plus longtemps ou qui auraient été congelés après leur récolte.

[Retour à la table des matières](#)



Mission Bon Accueil offre 1200 sacs de fournitures scolaires à des enfants vulnérables

Journal Métro – 2021-08-10

Par : Naomie Gelper

<https://journalmetro.com/local/sud-ouest/2678985/mission-bon-accueil-offre-1200-sacs-de-fournitures-scolaires-a-des-enfants-vulnerables/>

Au cours de deux journées complètes, les 10 et 11 août, l'organisme Mission Bon Accueil distribue plus de 1200 sacs à dos remplis de fournitures scolaires à des enfants montréalais dans le besoin.

Ces jeunes âgés entre 5 et 12 ans proviennent des différents secteurs de l'île de Montréal.

Ils font partie des familles à faible revenu qui visitent l'épicerie gratuite «Marché Bon Accueil», le plus grand programme québécois de sécurité alimentaire direct au public offert par Mission Bon Accueil.

Fondée en 1892, Mission Bon Accueil est un organisme qui aide à la fois les personnes en situation d'itinérance à se trouver un logement permanent et les familles vivant dans la précarité.

L'événement qui s'intitule «Rentrée la tête haute» en est à sa 19e édition. Pour l'occasion, des festivités ont lieu devant les bureaux de l'organisme, situés au 4755 rue Acorn dans le Sud-Ouest.

Si Mission Bon Accueil n'a pas pu offrir de sacs à dos l'année dernière en raison de la COVID-19, l'organisme a continué d'aider les familles dans le besoin.

En effet, le président-directeur général Sam Watts affirme que la Mission Bon Accueil a triplé son offre de services au courant de la pandémie, en misant sur le dépannage alimentaire, l'hébergement d'urgence et l'accompagnement.

Plus que des sacs à dos

En offrant des sacs à dos neufs pleins de matériel scolaire, Sam Watts espère motiver les élèves à demeurer à l'école et à démarrer l'année scolaire du bon pied en étant bien équipés.

En effet, pour le PDG de la Mission Bon Accueil, la lutte à la pauvreté passe par une éducation adéquate. «On veut leur offrir la chance de réussir et les aider vraiment à s'en sortir, a-t-il souligné. Nous voulons vraiment que ces familles n'aient plus besoin de nous. C'est ça le but, vraiment.»

À l'occasion de l'événement, la mairesse de Montréal, Valérie Plante, était en visite dans les locaux de l'organisme.

«Aujourd'hui, c'est un moment de réjouissance et de bonheur. On voit des parents avec des enfants qui viennent chercher des sacs à dos, avec les yeux qui brillent. C'est de l'espoir, ça fait du bien. On a traversé une période trouble et, maintenant, on va de l'avant», a-t-elle déclaré.



Il est toujours possible de s'enregistrer auprès de la Mission Bon Accueil, a indiqué Sam Watts. «On essaie de dire non à personne. On est ouverts à tout le monde, on a des gens qui viennent ici de tous les arrondissements de Montréal», a-t-il ajouté.

[Retour à la table des matières](#)



TROP GÉNÉREUSES LES PRESTATIONS? «La sur-sollicitation [sic] des employés et des bénévoles durant la pandémie a eu un effet direct sur la santé mentale de tous. Le sentiment de fatigue et d'usure est de plus en plus présent. Des signes d'anxiété, de détresse et d'épuisement se font sentir malgré les stratégies mises en place par les organismes pour soutenir les équipes», informe le document.

En effet, les arrêts de maladie se sont multipliés, sans oublier les heures supplémentaires et la charge de travail, etc. Le stress aux changements apportés par la pandémie est aussi important. Que dire de la pénurie de main-d'oeuvre, présente avant la pandémie, et les répartitions de tâches? Et le rôle de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et de Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) dans tout ça? Oui, elle a eu un effet «pervers, car elles rémunèrent parfois mieux les individus qui choisissent donc de ne pas reprendre le travail», déplore le rapport.

TROUVER DU FINANCEMENT Parmi les points négatifs, le financement trône haut dans les soucis des organismes. Les collectes de fonds virtuelles laissent des résultats souvent maigres, ce qui n'aide en aucun point la survie des organismes. Le rapport indique tout de même que les activités en personne sont un peu plus lucratives. «Le contexte a conduit de nombreux organismes à repousser leurs échéanciers de réalisation, mais heureusement la plupart des bailleurs de fonds ont accepté de donner des délais supplémentaires pour les projets en cours. Les mesures de subventions salariales d'urgence ont permis de combler le manque à gagner et ainsi maintenir les salaires, ce qui fut rassurant pour les organismes», comprend-on du rapport.

Le manque de connaissance des nouvelles technologies et le manque d'accès à l'Internet ont eu un impact important. Le manque de services haute vitesse est aussi un enjeu.

En résumé, ce sont quelques-uns des points négatifs soulevés dans le rapport du CRDSL.

PANDÉMIE ET SANTÉ MENTALE Le rapport indique plusieurs causes et effets sur la santé mentale de la clientèle desservie par les organismes. «L'isolement, déjà présent avant la pandémie pour la plupart des clientèles qui bénéficient des services des organismes communautaires, s'est accentué dans la dernière année en lien avec les mesures de confinement et de couvre-feu, et les impacts sont nombreux: Fatigue, Anxiété, Stress, Dépression, Repli sur soi, Perte d'intérêt et de motivation, Décrochage scolaire, Sentiment d'insécurité, Augmentation de la violence, pour n'en citer que quelques-uns. Les femmes et les mères n'ont plus accès aussi facilement à un réseau de soutien et d'entraide et se trouvent de plus en plus isolées et en situation de vulnérabilité. L'augmentation de la charge mentale a des conséquences néfastes. Les familles s'épuisent et les premiers effets du manque de socialisation des enfants avec leurs pairs commencent à se faire sentir, notamment retard de développement, troubles du langage, troubles de la socialisation... Certains enfants nés au début de la pandémie n'avaient encore jamais eu l'occasion de côtoyer physiquement d'autres enfants au printemps 2021. Les liens de confiance et le sentiment d'appartenance à un groupe se sont fragilisés et les organismes doivent redoubler d'efforts afin de garder le contact avec leur clientèle.»

[Retour à la table des matières](#)



Montréal apporte des modifications à son règlement d'inclusion

Le Devoir – 2021-08-12

MSN – 2021-08-12

Par : Zacharie Goudreault

<https://www.ledevoir.com/politique/montreal/624336/crise-du-logement-montreal-apporte-des-modifications-a-son-reglement-d-inclusion>

https://www.msn.com/fr-ca/actualites/quebec-canada/crise-du-logement-montreal-apporte-des-modifications-a-son-reglement-d-inclusion/ar-AAANDOOB?fbclid=IwAR2D1F20Q2A8XNvfEV-ig5C4FvTQiBgUoF4gT7ujico_6W5L_orA7MiOy10%3Focid

La Ville de Montréal ajoutera cinq zones dans la métropole où les promoteurs immobiliers devront inclure des logements abordables dans leurs projets afin d'éviter que les résidents de ces secteurs en développement subissent les contrecoups de la spéculation immobilière, a appris Le Devoir.

L'administration municipale annoncera jeudi son intention d'apporter des modifications à son Règlement pour une métropole mixte, qui est entré en vigueur le 1er avril 2021. À la base, la mairesse Valérie Plante souhaitait forcer les promoteurs immobiliers à inclure 20 % de logements sociaux et tout autant de logements abordables et familiaux dans leurs projets.

À la suite de consultations publiques tenues en 2019 et en 2020, et pendant lesquelles plusieurs promoteurs immobiliers et associations du milieu des affaires ont vivement critiqué ce projet de règlement, ce dernier a été révisé à quelques reprises.

La mouture actuellement en vigueur continue de réclamer l'inclusion de logements sociaux dans les projets immobiliers montréalais, mais limite ses exigences pour le volet abordable à deux secteurs en développement, soit une partie de l'arrondissement de Saint-Laurent et la Pointe-Nord de L'Île-des-Sœurs.

Les promoteurs disposent par ailleurs de portes de sortie lorsqu'ils refusent d'inclure des logements sociaux ou abordables dans leurs projets immobiliers. Ils peuvent ainsi remettre une contribution financière à la Ville ou lui céder un terrain.

Plus de zones abordables

La Ville de Montréal entend néanmoins ajouter cinq nouvelles zones situées dans autant d'arrondissements de la métropole où les promoteurs devront inclure des logements abordables dans ces projets.

« Au total, ces nouvelles zones représentent un potentiel de développement significatif de 950 nouveaux logements abordables sur le territoire de la métropole », fait valoir la Ville dans un communiqué diffusé jeudi et que Le Devoir a obtenu sous embargo. Celui-ci fait état de changements réglementaires qui ont reçu une première approbation à huis clos des membres du comité exécutif, mercredi.

Les nouvelles zones en question comprennent des secteurs en développement situés dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Montréal-Nord, de même que dans Saint-Léonard, qui



bénéficiera du prolongement de la ligne bleue du métro, dans Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, ainsi que dans Ville-Marie, plus précisément dans le secteur des Faubourgs, qui comprend l'ancienne usine de Molson-Coors.

Dans ces endroits en développement, qui ont fait l'objet de changements en matière de densité et de hauteur, les promoteurs devront inclure de 10 à 20 % de logements abordables dans leurs projets immobiliers. Ceux-ci seront vendus ou mis en location à 90 % de leur valeur marchande. Un contrôle des prix s'appliquera également pendant 30 ans afin d'éviter que ces logements subissent les contrecoups de la spéculation immobilière.

« Il faut s'assurer que lorsqu'il y a du développement, il y ait des retombées sociales », a évoqué le responsable de l'habitation au comité exécutif, Robert Beaudry, en entrevue au Devoir mercredi.

L'élu de Projet Montréal se montre d'ailleurs persuadé que les promoteurs dans ces zones n'auront pas recours massivement à des contributions financières plutôt que d'inclure des logements abordables dans leurs projets immobiliers puisque les montants exigés ont été « fortement augmentés ». Les compensations exigées aux promoteurs seront ainsi « dissuasives », espère M. Beaudry.

« Au final, c'est plus intéressant financièrement pour les promoteurs de faire de la place pour du logement social ou abordable [dans leurs projets immobiliers] » que de remettre une compensation financière à la Ville, affirme M. Beaudry.

Plusieurs autres secteurs s'ajouteront d'ailleurs dans les prochaines années au volet abordable du Règlement pour une métropole mixte, au fur et à mesure que ceux-ci attireront l'attention des promoteurs immobiliers, entrevoit l'élu municipal.

La Ville de Montréal entend par ailleurs modifier le programme AccèsLogis Montréal afin de rehausser les montants admissibles pour la réalisation de logements sociaux à Montréal, au moment où les coûts de construction et la valeur des terrains sont en forte augmentation dans la métropole. « Mais encore une fois, et ça, c'est immanquable, ça va prendre du financement de Québec » pour que les projets de logements sociaux qui seront soumis se concrétisent dans la métropole, relève l'élu municipal.

Les changements réglementaires proposés par la Ville devront par ailleurs recevoir l'approbation des élus du conseil municipal en septembre avant d'entrer en vigueur.

Or, déjà, le candidat à la mairie et chef d'Ensemble Montréal, Denis Coderre, a indiqué dans les derniers mois que le Règlement pour une métropole mixte sera remis en question s'il prend les rênes de la métropole en novembre prochain. Son parti prône notamment une action concertée avec les autres municipalités de la Communauté métropolitaine de Montréal, qui, à l'heure actuelle, n'imposent pas de telles contraintes aux promoteurs immobiliers. Le parti Ensemble Montréal est néanmoins minoritaire actuellement au conseil municipal.

Plus d'argent pour le logement social

La Ville a par ailleurs vendu à des organismes communautaires trois terrains situés dans Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Le Plateau-Mont-Royal et Outremont, où un total de 121 logements sociaux verront le jour dans les prochaines années.



Le comité exécutif a également adopté un règlement d'emprunt de 95 millions de dollars auprès du gouvernement du Québec pour financer l'acquisition de terrains qui seront revendus à des organismes communautaires qui se spécialisent dans l'aménagement de logements sociaux.

« C'est vraiment une stratégie qui est variée que la Ville a mise en place pour mettre la main le plus rapidement possible sur des terrains », estime M. Beaudry.

Depuis 2018, la Ville indique avoir acquis 23 terrains qui permettraient la réalisation de 1500 logements sociaux dans les prochaines années, si l'aide financière de Québec est au rendez-vous.

[Retour à la table des matières](#)



1300 logements abordables de plus d'ici la fin 2022 au Québec

Radio-Canada – 2021-08-13

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1816548/logement-abordable-aide-financement-ottawa-quebec>

Québec et Ottawa ont donné vendredi les détails d'un investissement commun de près de 1,5 milliard de dollars dans le logement abordable dans la province.

Des représentants des deux ordres de gouvernement ont en effet tenu un point de presse pour annoncer le lancement de la seconde phase de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL Initiative pour la création rapide de logements), ce qui permettra à la province de construire 1300 logements abordables d'ici la fin de 2022.

Ça s'ajoute aux 1500 logements qui sont en train de se construire grâce à la phase 1 de notre plan commun, a souligné Pablo Rodriguez, leader du gouvernement à la Chambre des communes, en point de presse.

Ces 1300 nouvelles unités seront réparties dans plusieurs villes du Québec. À Montréal, certes, où la mairesse Valérie Plante évoquait en octobre dernier quelque 150 000 ménages en attente d'un logement adéquat et abordable, mais aussi à Québec, à Laval, à Gatineau et à Longueuil.

On veut augmenter l'offre de logement dans toutes les régions du Québec, a expliqué la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, présente aux côtés de M. Rodriguez en conférence de presse. Elle a ajouté qu'avec la pandémie et le télétravail, beaucoup de Québécois sont allés vivre en région, ce qui a fait augmenter les besoins en logement à l'extérieur des grandes villes.

Mme Laforest a aussi rappelé l'urgence de bonifier le parc de logements abordables au Québec. On avait des projets qui étaient en attente depuis 10 ans, 12 ans au Québec, ce qui est vraiment inacceptable, a-t-elle déploré en soulignant que beaucoup d'entre eux n'avaient pu être financés lors de la première phase de l'ICRL Initiative pour la création rapide de logements en raison du trop grand nombre de demandes.

Pour participer à cette phase de l'ICRL, les projets doivent être déposés avant le 21 octobre prochain, a aussi fait savoir la ministre, qui a assuré au passage que la construction des 1500 logements de la première phase va très, très bien.

L'aide au loyer bonifiée

Les élus ont également expliqué vendredi les modalités entourant la bonification du programme Allocation-logement, qui permet à des familles dans le besoin de recevoir une aide mensuelle pour payer leur loyer.

Une somme de 1,14 milliard de dollars, soit 684 millions provenant de Québec et 454 millions d'Ottawa, permettra donc à 145 000 familles québécoises de recevoir une aide accrue, ont-ils annoncé.



Ces familles vont maintenant recevoir 100 \$ par mois, et ça va augmenter rapidement pour atteindre 150 \$ par mois d'ici quatre ans. À titre comparatif, c'est présentement 70 \$, a expliqué M. Rodriguez.

Les personnes à faible revenu qui ont 50 ans ou plus, ou qui ont au moins un enfant à charge sont admissibles au programme Allocation-logement.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Insécurité alimentaire : 17 pays africains en alerte

ADIAC – 2021-08-03

Par : Josiane Mambou Loukoula

<https://www.adiac-congo.com/content/insecurite-alimentaire-17-pays-africains-en-alerte-129291>

Sur 23 pays au monde, 17 d'Afrique risquent une insécurité alimentaire aiguë en raison des conflits, de la Covid-19 et la crise climatique.

Selon l'Organisation des Nations unies(ONU), au moins 17 pays africains devraient être confrontés à un niveau aigu d'insécurité alimentaire au cours des quatre prochains mois. Ces 17 nations font partie des 23 « points chauds de la faim » dans le monde, apprend-on du nouveau rapport de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM) publié le 30 juillet dernier.

Cette nouvelle crise complique la lutte contre le changement climatique qui reste pourtant un défi majeur pour le continent. Selon le document, les pays concernés sont ceux du Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger), en plus de l'Angola, la Centrafrique, le Tchad, la RDC, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Nigeria, la Sierra Léone, le Libéria, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud.

« Pour la période août-novembre de cette année, les conflits, les extrêmes climatiques et les chocs économiques, souvent liés aux retombées économiques du Covid-19, resteront probablement les principaux facteurs d'insécurité alimentaire aiguë », précise le rapport.

Les menaces transfrontalières, comme les infestations de criquets pèlerins dans la Corne de l'Afrique et les essaims de criquets migrateurs africains en Afrique australe constituent aussi un facteur aggravant dans certaines régions. Une situation qui n'est pas arrangée par les obstacles bureaucratiques et le manque de financement pour mettre en œuvre les programmes d'aide de l'ONU.

« Les familles qui dépendent de l'aide humanitaire pour survivre ne tiennent qu'à un fil. Lorsque nous ne pouvons pas les atteindre, ce fil est coupé, et les conséquences ne sont rien moins que catastrophiques », a alerté David Beasley, directeur exécutif du PAM.

En Afrique, 4 pays figurent parmi les points chauds d'insécurité alimentaire les plus préoccupants au monde. Les nouvelles alertes maximales émises pour l'Éthiopie et Madagascar s'ajoutent au Soudan du Sud et au nord du Nigeria, les deux premiers pays trônant en tête.

En Éthiopie, le conflit au Tigré a engendré une urgence alimentaire dévastatrice. Avec 401 000 personnes devant faire face à des conditions catastrophiques d'ici septembre, le pays des négus a le nombre le plus élevé de personnes qui risquent une détresse alimentaire dans un seul pays. Un record, depuis la famine de 2011 en Somalie.

Quant à Madagascar, l'ONU estime que 28 000 personnes devraient être plongées « dans des conditions proches de la famine d'ici la fin de l'année » dans le sud du pays. Une situation à la sécheresse (la pire depuis 40 ans), combinée à la « hausse des prix des denrées alimentaires, aux tempêtes de sable et aux parasites affectant les cultures de base ».

[Retour à la table des matières](#)



Transformer nos systèmes alimentaires, une priorité mondiale à l'aube de 2030

Rezo Nodwes – 2021-08-05

Par : José Luis Fernández

<https://reznodwes.com/2021/08/05/transformer-nos-systemes-alimentaires-une-priorite-mondiale-a-laube-de-2030/>

Port-au-Prince, jeudi 5 août 2021 ((reznodwes.com))– Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde SOFI2021 est disponible. C'est une publication annuelle de la FAO en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il présente les progrès accomplis dans la lutte contre la faim, la réalisation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, contient la première évaluation mondiale de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition pour l'année 2020 et donne une idée de ce à quoi ressemblerait la faim en 2030, dans un scénario encore compliqué par les effets prolongés de la pandémie de covid-19. Il fait aussi une profonde analyse des défis clés pour atteindre d'éradiquer la faim dans le monde dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le présent rapport dont le thème est "Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous", a révélé que près de 12% de la population mondiale étaient en situation d'insécurité alimentaire grave en 2020, ce qui représente 928 millions de personnes, soit une augmentation de 148 millions par rapport à 2019. Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, il s'agit de 14 millions de personnes en plus.

Afin de mieux comprendre comment la faim et la malnutrition ont pu atteindre des niveaux aussi critiques, le rapport 2021 présente des données factuelles concernant les principaux facteurs de l'évolution récemment constatée en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dont leur fréquence et leur intensité vont croissant, sont: les conflits, la variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes, et les ralentissements et les fléchissements économiques – tous exacerbés par les causes sous-jacentes de la pauvreté et par des inégalités très marquées et persistantes.

Ces facteurs sont intervenus dans l'augmentation de ces chiffres et font que le monde n'est plus en voie de mettre un terme à la faim et à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030. Les difficultés n'ont fait qu'accroître en raison de la pandémie de covid-19 et des mesures qui ont été prises pour l'endiguer.

En Haïti, selon l'analyse de Classification intégrée de la sécurité alimentaire, IPC, réalisée par la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), près de 4.4 millions de personnes (soit 46% de la population totale) sont actuellement en insécurité alimentaire grave, de crise ou d'urgence. Environ 12% de la population est classée en phase d'urgence, la plus grave en dessous de la famine et 34% de la population est en phase de crise.

Les niveaux élevés d'insécurité alimentaire en Haïti, s'expliquent par : l'augmentation des prix des denrées alimentaires due à la dépréciation de la gourde, la mauvaise tenue de la récolte d'hiver, l'épuisement des réserves rares dû à la soudure, le fonctionnement des marchés, les



inégalités sociales, le manque d'investissement pour la création d'emploi, l'effet dévastateur de la pandémie mondiale de Covid-19.

Le SOFI2021 et le prochain Sommet Mondial sur les systèmes alimentaires qui sera tenu cette année en marge de l'assemblée générale des Nations-Unies ont le même thème "Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous". Donc, l'objectif général de la transformation des systèmes alimentaires est d'une importance capitale et actuellement au centre de l'attention mondiale.

Toutefois, le présent rapport va plus loin en mettant en évidence les voies qui doivent être empruntées face aux principaux facteurs à l'origine de la récente montée de la faim et du ralentissement des progrès vers une réduction de toutes les formes de malnutrition, parmi lesquelles:

Mettre en place des mécanismes novateurs propres à réduire les risques liés au climat, l'adoption généralisée de techniques de production climato-intelligentes et respectueuses de l'environnement;

Faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement alimentaire continuent de fonctionner en cas de ralentissement ou de fléchissement économique – comme dans le cas de la pandémie Covid-19-, tout en soutenant suffisamment les moyens d'existence des plus vulnérables et en veillant au maintien de la production et de l'accès à des aliments nutritifs, notamment au moyen d'un renforcement des programmes de protection sociale;

Apporter des changements systémiques aux systèmes alimentaires afin de donner aux populations vulnérables et marginalisées de longue date davantage accès aux ressources productives, aux technologies, aux données et à l'innovation, de sorte qu'elles puissent devenir des agents du changement œuvrant en faveur de systèmes alimentaires plus durables;

Élaborer des portefeuilles complets de politiques, d'investissements et de lois, adaptés au contexte, de telle sorte que leurs effets conjugués sur la transformation des systèmes alimentaires soient portés au maximum, sachant aussi que les ressources financières sont limitées.

Apporter des changements systémiques aux systèmes alimentaires afin de donner aux populations vulnérables marginalisées de longue date davantage accès aux ressources productives, aux technologies, aux données et à l'innovation, de sorte qu'elles puissent devenir des agents du changement œuvrant en faveur de systèmes alimentaires plus durables.

J'estime que la mise en œuvre de ces différentes voies proposées par le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde, tant en Haïti qu'à l'échelle globale, nous permettra de nous rapprocher de l'objectif "mettre un terme à la faim et à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030".

Je continuerai à soutenir toutes décisions, politiques et actions qui visent à transformer nos systèmes alimentaires, afin que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous, sans exception.

[Retour à la table des matières](#)



L'ONU s'inquiète de l'insécurité alimentaire dans le nord-est du Nigeria

Xinhua – 2021-08-06

http://french.xinhuanet.com/2021-08/06/c_1310111463.htm

LAGOS, 6 août (Xinhua) -- Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU a exprimé jeudi sa préoccupation devant la détérioration de la situation alimentaire dans le nord-est du Nigeria.

Dans cette région, les fortes pluies, les crues soudaines et les périodes de sécheresse sont des facteurs qui empêchent les agriculteurs d'accéder à leurs champs et à leurs cultures, a-t-il noté dans un communiqué.

La situation pourrait encore s'aggraver pendant la saison des pluies si des fléaux tels que le choléra et le paludisme ne sont pas prévenus ou contrôlés, selon l'OCHA qui ajoute qu'environ 4,4 millions de gens dans cette région, dont des déplacés, pourraient faire face à de graves pénuries alimentaires.

"Quelque 775.000 personnes sont exposées à un risque extrême d'insécurité alimentaire catastrophique, la pire perspective en quatre ans", s'alarme le communiqué. "Faute d'aide humanitaire soutenue dans les Etats de Borno, d'Adamawa et de Yobe, des millions de personnes auront du mal à se nourrir durant cette saison creuse 2021 critique", a averti l'agence onusienne.

L'OCHA a exhorté le gouvernement nigérian, la communauté humanitaire et les ONG à unir leurs efforts pour faire face à la dégradation rapide de la situation alimentaire dans cette région. Fin

[Retour à la table des matières](#)



DÉCLARATION D’HENRIETTA FORE, DIRECTRICE D’UNICEF, SUR LE MASSACRE DE CENTAINES DE PERSONNES ET D’ENFANTS, À AFAR, AU NORD DE L’ETHIOPIE

Unicef – 2021-08-09

<https://www.unicef.fr/article/declaration-d-henrietta-fore-directrice-d-unicef-sur-le-massacre-de-certaine-de-personnes-et>

NEW YORK, 9 août 2021 – « UNICEF est extrêmement alarmé par le massacre de plus de 200 personnes, dont plus d’une centaine d’enfants, lors d’attaques sur des familles déplacées hébergées dans un centre de santé et une école dans la région d’Afar, le jeudi 5 août. Alors que la région fait déjà face à une urgence liée aux taux de malnutrition et à une insécurité alimentaire, des fournitures alimentaires essentielles ont été détruites. »

« L’intensification des combats à Afar, et dans les autres régions proches du Tigré, est désastreuse pour les enfants. Après des mois de conflits armés au Tigré, plus de 400 000 personnes, dont au moins 160 000 enfants, vivent dans des conditions proches de la famine. Quatre millions de personnes sont en situation de crise ou face à des niveaux alarmants d’insécurité alimentaire au Tigré, et dans les régions voisines d’Afar et d’Amhara. Plus de 100 000 personnes ont récemment été déplacés par les récents combats, venant s’ajouter aux 2 millions déjà déracinés de leurs foyers.

« UNICEF estime une multiplication par 10 du nombre d’enfants dont la vie sera menacée par la malnutrition dans les 12 prochains mois. L’insécurité alimentaire et la crise de nutrition sont dues à la destruction systématique des services de santé et autres services essentiels pour la survie des enfants et les communautés. En partenariat avec les bureaux régionaux et partenaires humanitaires, UNICEF déploie des fournitures d’urgence et des équipes de santé et de nutrition à travers le Nord de l’Ethiopie pour apporter une aide d’urgence.

« La catastrophe humanitaire qui s’étend à travers le Nord de l’Ethiopie est causée par des conflits armés et ne peut être résolue que par les parties au conflit. UNICEF appelle toutes les parties à mettre fin aux combats, et à mettre en place un cessez-le-feu humanitaire immédiat. Par-dessus tout, nous appelons les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les enfants de la violence. »

[Retour à la table des matières](#)



Séisme à Haïti : Douleur et chaos

La Presse – 2021-08-14

Par : Florence Morin-Martel et Étienne Côté-Paluck

<https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2021-08-14/seisme-a-haiti/douleur-et-chaos.php>

Aux Cayes, ville la plus touchée d'Haïti, la protection civile haïtienne fait état de 160 morts. Le séisme d'une magnitude de 7,2, qui a frappé le sud du pays, est survenu en matinée. D'après l'Institut américain de géophysique (USGS), l'épicentre est à 12 km de la ville de Saint-Louis-du-Sud.

Près de là, à Aquin, Gédéon Delva a quitté sa chambre en catastrophe lorsque les secousses ont commencé. Dehors, il a constaté les « énormes » ravages, dont des « maisons fissurées et d'autres écrasées ». Dans les rues, « la situation est très tendue », ajoute le journaliste de la Gazette Haïti.

Plus de 1800 personnes ont été blessées, beaucoup en régions reculées, où certaines routes sont bloquées par des débris. Des travaux étaient d'ailleurs en cours samedi soir pour débloquer la route entre Les Cayes et la ville de Jérémie, à l'ouest, à la suite d'un éboulement.

Des centaines de personnes se sont retrouvées coincées sous des dalles de béton après l'effondrement d'églises, de commerces et de maisons dans les villes du sud du pays. Les services de la protection civile ont salué les efforts de résidants pour sortir les autres des décombres. Parmi les victimes, l'ancien sénateur haïtien Gabriel Fortuné a péri aux Cayes, lorsque l'hôtel Le Manguier a été démoli par le séisme.

À Jérémie, ville de plus de 200 000 habitants, la toiture de la cathédrale s'est effondrée. « La grand-rue est bloquée, a détaillé à l'AFP Job Joseph, un résidant. C'est là qu'il y a toute l'activité économique de la ville. » « Les gens sont affolés, les parents sont avec leurs enfants dans les bras et quittent la ville, car il y a des rumeurs de tsunami », a affirmé un autre témoin, Tamas Jean Pierre, à l'AFP. Lancée par l'Agence nationale océanique, l'alerte de tsunami a ensuite été levée.

État d'urgence

Devant l'ampleur de la catastrophe, le premier ministre Ariel Henry a décrété l'« état d'urgence pour un mois ». Il a précisé, lors d'un point de presse, qu'il attendrait de connaître l'ampleur des dommages avant de faire une demande d'aide internationale.

Les besoins sont énormes. Nous devons prendre soin des blessés, mais aussi fournir de la nourriture, de l'aide, un abri temporaire et un soutien psychologique.
- Ariel Henry, premier ministre d'Haïti

En attendant, l'hôpital de la ville des Cayes est débordé, déplore Sabrina Bellefleur. « C'est un SOS, on a besoin de médecins », ajoute-t-elle. C'est aussi le cas dans les autres villes touchées. « Même les pansements, on n'arrive pas à les faire [dans l'hôpital de la région] », a lancé avec émotion Kenson Bony, maire de la petite localité de Pestel, sur une radio de Port-au-Prince.



Le ministère de la Santé a envoyé du personnel et acheminé des médicaments vers le sud-ouest du pays. Mais depuis début juin, des groupes armés contrôlent le quartier pauvre de Martissant, par lequel passe l'unique route qui relie Port-au-Prince à cette région.

« Nous savons tous que nous avons un problème sur Martissant, a déclaré le premier ministre Ariel Henry, samedi soir, lors d'un point de presse. Nous avons décidé que cette voie serait perméable, c'est-à-dire qu'il faut que toute l'aide puisse passer. »
Port-au-Prince épargnée

Plusieurs répliques de moindre magnitude ont été signalées une bonne partie de la journée samedi dans tout le pays, mais aucun dommage matériel n'a été signalé à Port-au-Prince.

« Ça a tremblé fort où je suis [à Port-au-Prince], raconte à La Presse Violine Thélusmas, vidéaste et productrice. C'est comme si je revivais le 12 janvier », se rappelle-t-elle en référence au puissant séisme de 2010, où plus de 200 000 personnes avaient été tuées et plus de 300 000 autres blessées. La catastrophe avait alors épargné le sud du pays.

Sur Twitter, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a déclaré que les personnes touchées par la catastrophe étaient dans les pensées des Canadiens. « Nous sommes de tout cœur avec ceux qui ont perdu des proches et ceux qui sont blessés et nous sommes prêts à apporter notre aide de toutes les façons possibles », a-t-il écrit.

Le président des États-Unis, Joe Biden, s'est dit « attristé par le tremblement de terre dévastateur », sur Twitter. Il a affirmé qu'avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le gouvernement soutenait les efforts pour évaluer les dommages et reconstruire par la suite.

Onde de choc jusqu'à Montréal

L'onde de choc de samedi a eu des répercussions jusqu'à Montréal. Thomas Lalime raconte avoir tout de suite appelé ses proches en apprenant la nouvelle, « pour savoir s'ils étaient en vie ou s'ils étaient touchés ». Sa belle-famille, qui habite le sud, était saine et sauve, confirme l'économiste et chroniqueur au quotidien haïtien Le Nouvelliste, qui vit au Québec.

Thomas Lalime déplore le peu de mesures prises ces dernières années pour se préparer à une telle catastrophe. « Malheureusement, on peut dire qu'après l'expérience redoutable du 12 janvier 2010, on n'a pas trop tiré de leçons », fait-il valoir.

Avec la dégradation des conditions de vie depuis 10 ans, les habitants sont d'autant plus vulnérables, selon l'économiste. Sans parler des crises politiques, qui s'ajoutent aux catastrophes naturelles.

Rappelons que le 7 juillet dernier, le président Jovenel Moïse a été assassiné à sa résidence par un commando armé. L'enquête pour élucider les circonstances de cet attentat est en cours.
La classe politique « de tout cœur » avec les Haïtiens

Toutes les personnes touchées par le tremblement de terre dévastateur en Haïti sont dans les pensées des Canadiens. Nous sommes de tout cœur avec ceux qui ont perdu des proches et ceux qui sont blessés et nous sommes prêts à apporter notre aide de toutes les façons possibles.
- Justin Trudeau, premier ministre du Canada



Mes pensées vont au peuple haïtien qui doit encore subir une telle tragédie. Le Québec est avec vous. Mes condoléances aux proches des victimes.

- François Legault, premier ministre du Québec

Rebecca et moi pensons [au peuple d'Haïti et prions pour lui].

- Erin O'Toole, chef du Parti conservateur du Canada

Le destin n'en finit plus de s'acharner sur nos sœurs et frères d'Haïti. Puissent nos pensées et notre solidarité soutenir le courage de ce grand peuple éprouvé.

- Yves-François Blanchet, chef du Bloc québécois

La dévastation provoquée par le tremblement de terre en Haïti est déchirante. Toute mon affection va aux familles touchées par cette tragédie. Mes pensées sont avec vous.

- Jagmeet Singh, chef du Nouveau Parti démocratique

L'horreur frappe. Je suis de tout cœur avec les Haïtiens dans le sud du pays.

- Dominique Anglade, cheffe du Parti libéral du Québec

En solidarité avec le peuple haïtien à la suite du terrible tremblement de terre de ce matin, Montréal participera financièrement aux efforts internationaux. Nous sommes en contact avec la [Croix-Rouge] pour organiser l'aide d'urgence.

- Valérie Plante, mairesse de Montréal

Alors que les temps sont déjà durs pour le peuple d'Haïti, je suis attristé par le tremblement de terre dévastateur qui s'est produit à Saint-Louis-du-Sud à Haïti, [samedi] matin. Avec [l'Agence des États-Unis pour le développement international], nous soutenons les efforts pour évaluer les dommages et soutenons les efforts pour rebâtir.

- Joe Biden, président des États-Unis

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)